



HAL
open science

Les Français préfèrent le bien-être à la démocratie

Luc Rouban

► **To cite this version:**

Luc Rouban. Les Français préfèrent le bien-être à la démocratie. Le Baromètre de la confiance politique, enquête CIVICA, CNRS INSHS; Sciences Po - CEVIPOF. 2024, pp.1-11. hal-04682499

HAL Id: hal-04682499

<https://sciencespo.hal.science/hal-04682499v1>

Submitted on 30 Aug 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

LES FRANÇAIS PRÉFÈRENT LE BIEN-ÊTRE À LA DÉMOCRATIE

Luc Rouban

Directeur de recherche CNRS

luc.rouban@sciencespo.fr

S'il est un mot omniprésent du vocabulaire politique en France, c'est bien celui de démocratie. Tout le monde aime la démocratie, chacun est plus démocrate que l'autre, les condamnations pour esprit anti-démocratique sillonnent les discours et les réseaux sociaux. Au lendemain des élections législatives de 2024, la démocratie impose, pour les partisans du Nouveau Front Populaire, de nommer un Premier ministre issu de ses rangs puisque la coalition électorale a obtenu le plus grand nombre de sièges à l'Assemblée nationale. Pour Emmanuel Macron et les partisans de Renaissance, comme leurs soutiens centristes ou de droite, la démocratie impose au contraire d'entendre les autres électeurs car le NFP est loin de la majorité absolue et parce que le pays doit pouvoir disposer d'un gouvernement stable reposant sur des compromis¹. La lecture démocratique est plurielle, son interprétation toujours susceptible d'une mise en contexte ou d'une exégèse des textes constitutionnels.

La question que l'on a posée dans le cadre de l'enquête Civica, menée conjointement en France, en Allemagne et en Italie, est de savoir jusqu'où va la défense de la démocratie. Si le concept est défendu par une très large majorité d'enquêtés, ces derniers s'avèrent bien moins enthousiastes dès lors qu'on leur propose d'arbitrer entre la démocratie et le bien-être économique. L'analyse montre que c'est en France que le choix prioritaire donné à la démocratie sur le bien-être est le plus rare. Moins d'un enquêté sur deux affirme préférer avant tout un régime démocratique à un régime moins ou peu démocratique qui augmente ses possibilités d'enrichissement ou de bien-être. C'est ce que l'on a appelé le « module chinois » : préférez-vous la démocratie au risque de la pauvreté ou bien un régime moins démocratique mais améliorant votre condition économique ?

L'enquête révèle que la mobilité sociale ou l'amélioration de la condition économique viennent davantage en soutien de la recherche du bien-être que de celle de la démocratie, ce qui contredit les théories du développement politique qui ont fait les belles heures de la science politique des années 1960. Les enquêtés préférant le bien-être se révèlent être plus libéraux sur le plan économique et sont plus confiants envers les institutions de l'Union européenne que ceux qui privilégient la démocratie.

L'enquête « Europe's Future: Youth and the 2024 European Parliamentary Elections in Italy, France, and Germany » fait partie du programme CIVICA et a été cofinancée par Sciences Po et l'université Bocconi de Milan. Elle a été menée en deux vagues panélistées avant et après les élections européennes du 9 juin 2024. L'analyse porte sur les enquêtés ayant répondu aux deux vagues d'enquête soit un échantillon représentatif de 2 234 personnes en France, 2 026 en Allemagne et 2 241 en Italie.

1.

Intervention d'Emmanuel Macron sur France 2 du 23 juillet 2024, www.france.tv/france-2/journal-20h00

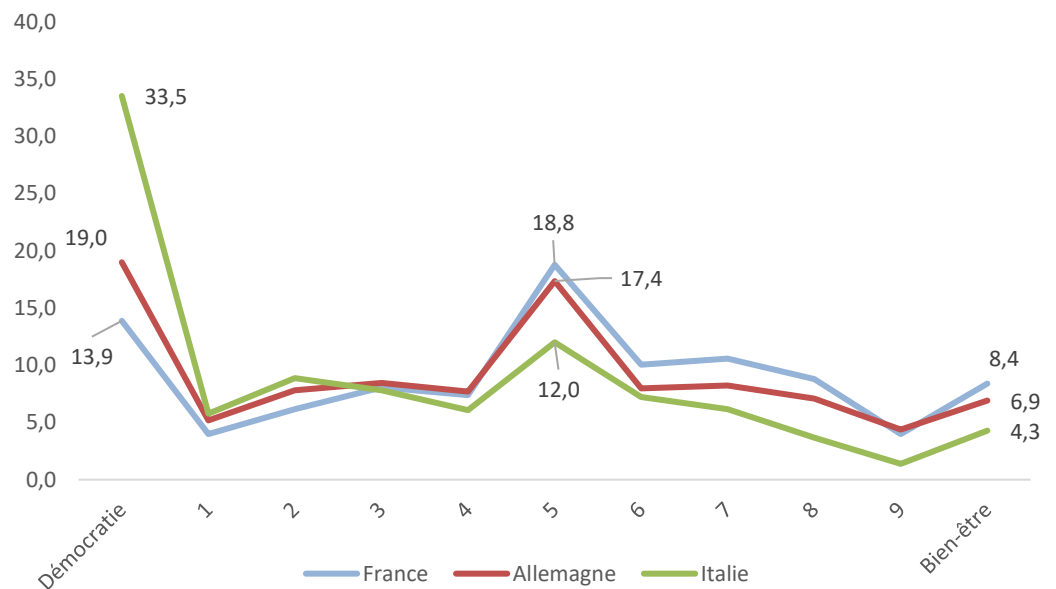
2.

Cevipof, Baromètre de la confiance politique, vague 15, 2024, www.sciencespo.fr/cevipof

Une préférence très nuancée pour la démocratie

Toutes les enquêtes comparatives montrent un fort attachement à la démocratie dans les pays européens. Le Baromètre de la confiance politique² nous apprend et nous confirme, année après année, l'attachement massif des enquêtés au régime démocratique. En 2024, 85% des enquêtés français estiment ainsi qu'avoir un régime démocratique est une bonne chose et c'est également le cas de 83% des enquêtés allemands comme de 89% des enquêtés italiens. Néanmoins, cet attachement est appréhendé à travers une question de principe qui n'implique aucun choix, aucun arbitrage. En théorie, la démocratie constitue le socle normatif intouchable des sociétés développées. En pratique, c'est déjà moins vrai dans la rue lorsque les groupes d'ultra-gauche déclenchent des violences et tentent de mener des insurrections ou dans les urnes, lorsque les partis d'extrême-droite obtiennent des résultats importants faisant craindre la mise en place de régimes illibéraux. Il fallait donc revoir la théorie et mettre en perspective la préférence démocratique au regard d'un autre sujet central pour une majorité d'électeurs : le bien-être économique. Pour mesurer l'attachement relatif à la démocratie au regard de celui que les enquêtés portent à leur bien-être, on leur a donc demandé de se positionner sur une échelle allant de 0 à 10, le 0 indiquant une préférence absolue pour la démocratie et le 10 pour le bien-être économique. Comme le montre le graphique 1, la distribution des réponses suit le même modèle dans les trois pays étudiés, avec une proportion importante d'enquêtés se situant sur la note médiane de 5.

Graphique 1 : La préférence donnée à la démocratie ou au bien-être économique par pays (%)

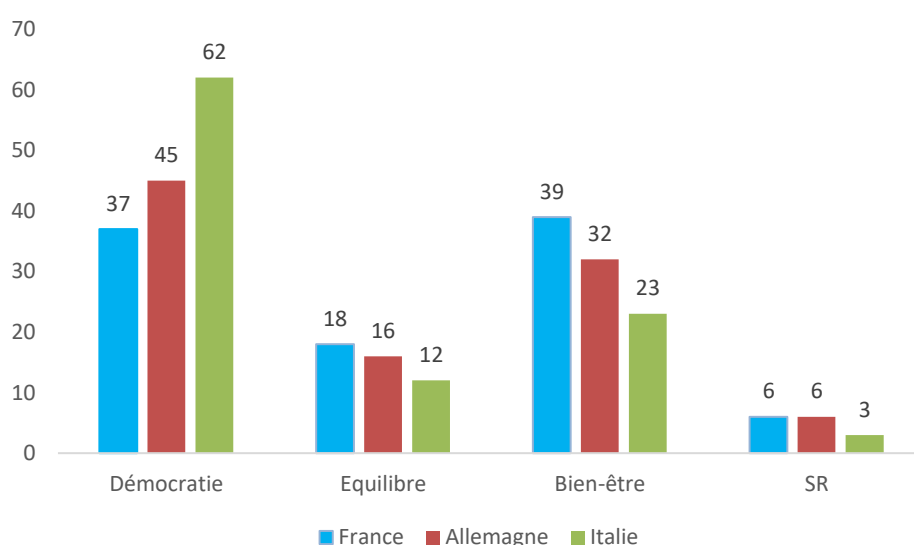


Source : Luc Rouban, CEVIPOF, Europe's Future: Youth and the 2024 European Parliamentary Elections in Italy, France, and Germany, 2024

Lecture : 13,9% des enquêtés français contre 19% des enquêtés allemands et 33,5% des enquêtés italiens se positionnent sur la note 0 de l'échelle indiquant une préférence sans concession à la démocratie. Cette distribution ne prend pas en compte les sans-réponse.

Ce premier aperçu ne permet cependant pas de dégager le choix d'ensemble des enquêtés. Pour ce faire, on a réuni d'un côté les notes allant de 0 à 4, isolé le point médian qu'indique la note 5, et regroupé les notes allant de 6 à 10 en mentionnant également la proportion d'enquêtés ne sachant pas quoi répondre. Comme le montre le graphique 2, l'attachement à la démocratie n'est nullement corrélé avec la richesse moyenne du pays ou le PIB par habitant. C'est même l'inverse puisqu'en moyenne la proportion la plus importante d'enquêtés donnant la priorité à la démocratie se retrouve en Italie loin devant les résultats que l'on trouve en Allemagne et en France. On remarque également que 6% des enquêtés en Allemagne comme en France ne donnent pas de réponse à la question, une perplexité qui concerne aux trois quarts des femmes issues de familles pauvres ou de niveau économique moyen.

Graphique 2 : Le niveau d'attachement à la démocratie par groupes et pays (%)



Source : Luc Rouban, CEVIPOF, Europe's Future: Youth and the 2024 European Parliamentary Elections in Italy, France, and Germany, 2024

Une analyse subjective du statut social

Pour analyser ce résultat, on dispose de plusieurs variables concernant le statut social ou socio-économique : la tranche d'âge, le genre, le niveau de vie subjectif de la famille mesuré par une échelle, la précarité économique mesurée par la difficulté ou non de régler les factures courantes. L'enquête a cherché à saisir l'analyse que les enquêtés font de leur propre statut social et ne repose pas sur les critères habituels de classement socioprofessionnel de type CSP de l'INSEE ou de niveau de diplôme, des critères qui ne permettent que très imparfaitement de saisir la situation réelle des enquêtés qui évoluent dans un environnement familial, peuvent avoir des conjoints, disposer d'un patrimoine et de ressources sociales qui dépassent leur seule personne, être titulaires de diplômes qui ne disent rien quant à leur valorisation sur le marché du travail ou leur utilité dans la mobilité sociale réalisée ou attendue par les intéressés.

On a donc construit une mesure de la dynamique sociale en croisant deux dimensions : la dégradation ou l'amélioration de la situation économique de l'enquêté comparée à ce qu'elle était 12 mois auparavant et la dégradation ou

l'amélioration de cette situation dans les 12 prochains mois. Cette mesure permet d'identifier plusieurs groupes : ceux qui sont en déclin, ceux qui sont dans une situation de rebond après déclin, ceux qui restent stables et ceux qui bénéficient d'un progrès continu. Comme on peut le voir sur le Tableau 1, la France se caractérise par une proportion plus importante d'enquêtés en déclin même si le profil des enquêtés français les rapproche sensiblement de celui des enquêtés italiens.

À cela, on a ajouté une mesure de classement social subjectif en demandant aux enquêtés comment ils se situaient dans la hiérarchie sociale de leur pays respectif en leur demandant de se positionner sur une échelle allant de 0 à 10. Cette échelle a été recodée, par simplification, en cinq groupes : populaire, moyen-inférieur, moyen, moyen-supérieur et supérieur.

Par ailleurs, on a construit un indice de libéralisme économique sur la base de trois questions portant sur le fait de favoriser ou pas l'économie sur la protection de l'environnement, de s'opposer ou pas à la redistribution des richesses aux pauvres et à l'intervention de l'État dans l'économie. On a également construit un indice de libéralisme culturel sur la base de trois questions portant sur le fait de considérer ou pas qu'il y a beaucoup ou trop d'immigrés dans le pays, d'accepter ou pas l'adoption d'enfants par les couples homosexuels, de soutenir ou pas le durcissement des sanctions pénales. Chacun de ces deux indices va donc de 0 à 3 en fonction du nombre de réponses positives et a été dichotomisé en un groupe à faible libéralisme (aucune ou une réponse positive) et un groupe à fort libéralisme (deux ou trois réponses positives).

Tableau 1 : Les caractéristiques des échantillons nationaux (%)

	France	Allemagne	Italie
Dynamique socio-économique			
Déclin	53	42	49
Rebond	8	13	6
Stabilité	28	30	35
Progrès	11	16	11
Famille			
Modeste	28	28	24
Moyenne	34	35	35
Aisée	38	36	41
Revenus			
Faibles	35	29	22
Moyens	27	26	26
Supérieurs	39	46	52
Groupe social subjectif			
Populaire	11	11	9
Moyen-inférieur	24	24	22
Moyen	29	28	28
Moyen-supérieur	28	26	36
Supérieur	8	11	6
Libéralisme économique élevé	31	37	20
Libéralisme culturel élevé	23	22	33

Source : Luc Rouban, CEVIPOF, Europe's Future: Youth and the 2024 European Parliamentary Elections in Italy, France, and Germany, 2024

Qui aime la démocratie ?

L'attachement à la démocratie plutôt qu'au bien-être ne dépend pas du niveau de revenus des enquêtés et cela dans les trois pays. Il se révèle corrélé avec le niveau de vie de la famille de l'enquêté mais seulement en France et en Allemagne. Mais cette corrélation ne va pas dans le sens attendu. On aurait pu penser qu'un niveau de vie supérieur allait plutôt orienter vers la démocratie, les ressources économiques s'associant à des ressources culturelles pour défendre les valeurs démocratiques. Le Baromètre de la confiance politique montre, par exemple, que la défense du régime démocratique est d'autant plus forte que le revenu familial s'élève : 77% des enquêtés français considèrent que ce régime est une bonne chose dans le premier quartile de revenu par foyer contre 93% dans le dernier quartile.

L'enquête montre ici tout le contraire car plus les enquêtés vivent dans une famille aisée et plus ils préfèrent le bien-être à la démocratie. Alors que les enquêtés français vivant dans une famille modeste préfèrent la démocratie avant tout à 41% et le bien-être à 33%, ceux vivant dans une famille aisée préfèrent la démocratie à 33% et le bien-être à 48%. Même résultat en Allemagne : dans les familles modestes, 49% pour la démocratie et 24% pour le bien-être alors que ces proportions passent, respectivement, à 40% et 44% dans les familles aisées. Cette dimension économique ne joue pas, en revanche, en Italie où la préférence pour la démocratie reste de 61% environ quel que soit le niveau de vie familial.

Ce premier résultat est confirmé par l'effet statistique de la dynamique socio-économique des enquêtés. En France, ceux qui appartiennent au groupe « en progrès » sont 26% à préférer la démocratie et 62% à préférer le bien-être alors que les proportions sont, respectivement, de 38% et 37% dans le groupe « en déclin », de 39% et 38% dans le groupe stable et de 38% et 47% dans le groupe « en rebond », ce qui montre que la perspective d'une amélioration de sa situation économique fait pencher la balance du côté du bien-être. On observe le même phénomène en Allemagne (36% pour la démocratie et 55% pour le bien-être dans le groupe en progrès) et en Italie, mais dans une moindre mesure, l'attachement à la démocratie restant définitivement plus fort que dans les deux autres pays, puisque le groupe en progrès préfère le bien-être à 34% alors que ce n'est le cas que de 18% pour le groupe en déclin.

Ces résultats sont confirmés par l'analyse de la mobilité sociale des enquêtés et de leur réponse (mesurée sur une échelle allant de 0 à 10) sur le point de savoir si leur situation est plus mauvaise ou meilleure que celle de leurs parents lorsqu'ils avaient le même âge. Les enquêtés français qui estiment avoir bénéficié d'une promotion sociale choisissent le bien-être à 51% contre 34% de ceux qui sont en déclin, alors que ces proportions sont, respectivement, chez les enquêtés allemands, de 42% et de 28%, et chez les enquêtés italiens de 26% et de 21%.

3.

Anne Muxel, Adélaïde Zulfikarpasic, *Les Français sur le fil de l'engagement*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, 2022

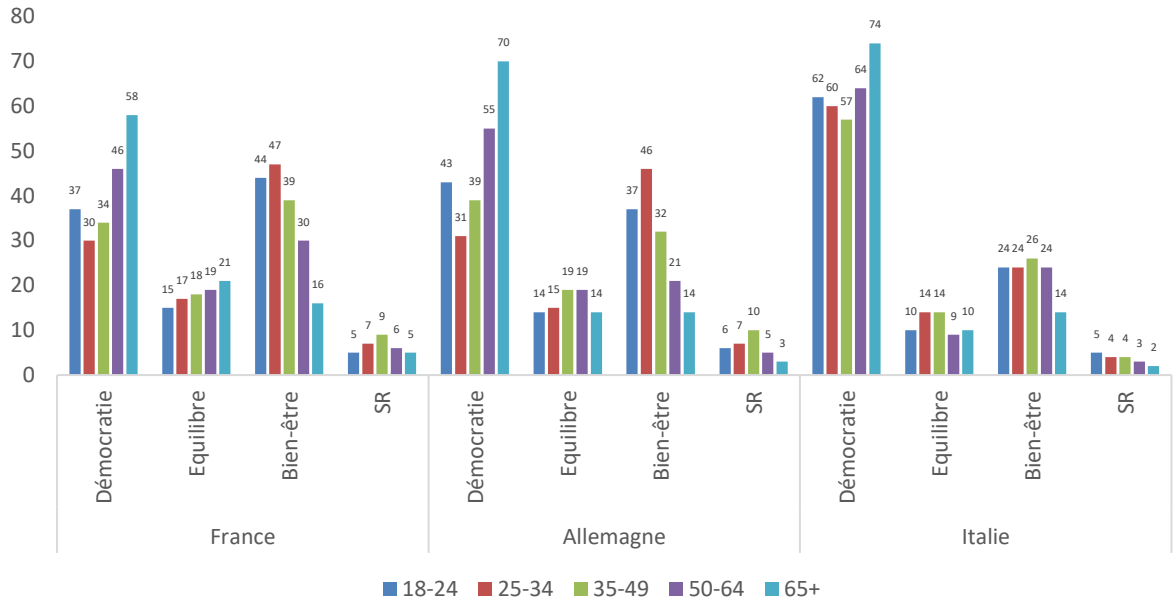
4.

Luc Rouban, *Les racines sociales de la violence politique*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, 2024

Une seconde surprise vient de l'effet statistiquement particulièrement important de l'âge des enquêtés. Les travaux de recherche montrent que les jeunes seraient particulièrement désireux de défendre la démocratie, mais insatisfaits du jeu électoral et s'abstenant pour exprimer leur refus de son formalisme et de son inefficacité politique³. Mais on peut également repérer chez les jeunes de 18-24 ans une demande d'autorité plus forte et une appétence plus grande pour la violence politique⁴. L'enquête montre que

l'attachement relatif à la démocratie est proportionnel à l'âge et que les jeunes, en France et en Allemagne mais pas en Italie, sont bien plus orientés vers le bien-être. Jusqu'à 34 ans, le bien-être est choisi en majorité.

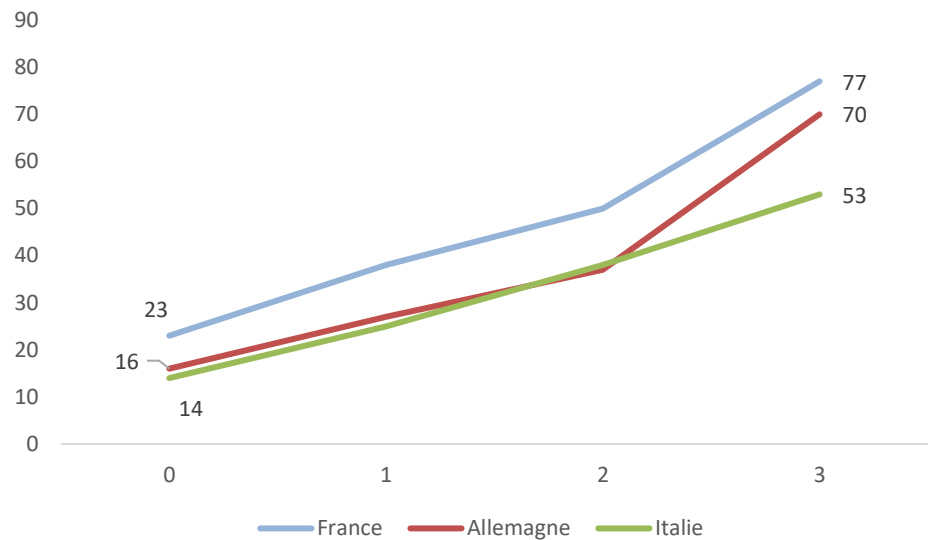
Graphique 3 : La préférence pour la démocratie ou le bien-être par tranche d'âge et pays (%)



Source : Luc Rouban, CEVIPOF, Europe's Future: Youth and the 2024 European Parliamentary Elections in Italy, France, and Germany, 2024

Néanmoins, la variable qui joue le plus dans le choix entre la démocratie et le bien-être est le niveau de libéralisme économique. Plus les enquêtés sont orientés vers le libéralisme économique et plus ils favorisent le bien-être et cela dans les trois pays étudiés. Il en résulte que les enquêtés âgés de 25 à 34 ans fortement libéraux sur le plan économique donnent leur préférence au bien-être sur la démocratie à concurrence de 81%, une proportion qui monte à 89% lorsqu'ils appartiennent à une famille aisée. Mais la priorité donnée à la démocratie ne s'inscrit pas dans un schéma parfaitement symétrique : les seniors (50-65 ans et 65 ans et plus) faiblement libéraux sur le plan économique, disposant de revenus moyens ou faibles, choisissent en priorité la démocratie seulement à 50%. La proportion la plus importante d'enquêtés français préférant la démocratie au bien-être (86%) se rencontre chez les enquêtés, quel que soit leur âge, disposant de revenus supérieurs mais s'avérant fortement libéraux sur le plan culturel, comme le montre l'arbre de classement ascendant hiérarchique en annexe.

Graphique 4 : La priorité donnée au bien-être en fonction du niveau de libéralisme économique (%)



Source : Luc Rouban, CEVIPOF, Europe’s Future: Youth and the 2024 European Parliamentary Elections in Italy, France, and Germany, 2024

Les dimensions politiques du choix

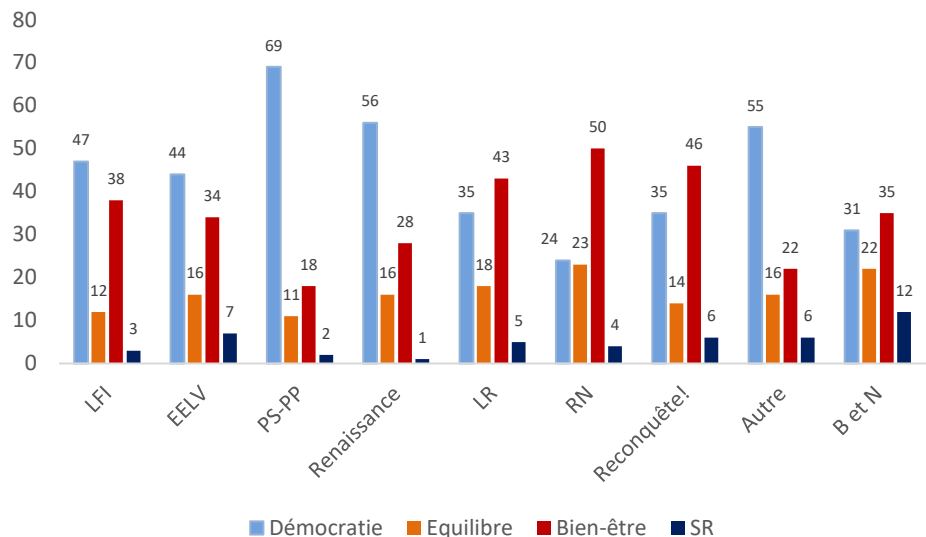
À partir de ces premiers résultats, on pourrait être amené à soutenir la thèse selon laquelle les électeurs de gauche choisissent massivement la démocratie alors que les électeurs de droite se porteraient en grandes proportions vers le bien-être. Néanmoins, la situation s’avère plus complexe. Le choix entre démocratie et bien-être, tel qu’il est mesuré par le vote aux élections européennes de 2024, oppose clairement deux gauches, l’une réunissant les électeurs de LFI et de EELV qui restent très partagés dans ce choix, l’autre les électeurs de la liste PS-PP comme ceux de la liste Renaissance qui sont les seuls à choisir très majoritairement la démocratie, alors même qu’ils se montrent bien plus libéraux sur le plan économique. À droite, on voit que les électeurs choisissent bien plus souvent le bien-être au détriment de la démocratie mais que ceux de LR et du RN se rapprochent pour leur choix en faveur du point d’équilibre (soit la note 5 sur l’échelle de choix entre démocratie et bien-être) alors que ceux de LR et de Reconquête ! se rapprochent pour le choix plus fréquent de la démocratie.

L’introduction dans l’arbre de classement ascendant d’une variable concernant le vote aux élections européennes de 2024 ne change pas grand-chose dans la hiérarchie des variables jouent sur le choix opéré entre démocratie et bien-être. C’est toujours le niveau de libéralisme économique qui commande principalement ce choix. En revanche, on voit apparaître dans le « nœud » réunissant les enquêtés faiblement libéraux (qui se situent sur la note 1 de l’échelle), les trois groupes d’électeurs repérés dans le graphique 5 : un groupe de droite LR et RN, préférant la démocratie à 24% et le bien-être à 45%, mais choisissant le point d’équilibre à 28%, un groupe de gauche EELV et LFI qui réunit aussi les votes blancs et nuls comme les sans-réponse, qui préfèrent la démocratie à 40% mais le bien-être à 35%, et un groupe de centre-gauche réunissant les électeurs PS-PP à ceux de Renaissance, qui choisissent la démocratie à hauteur de 61% et le bien-être à 21%. Ces quelques résultats confirment le fait, que l’on a pu observer sur la base d’autres enquêtes⁵, que

5. Luc Rouban, *La vraie victoire du RN*, Paris, Presses de Sciences Po, 2022

les électors d'extrême-droite sont fortement structurés par la question sociale et celle de la mobilité sociale. Si l'on croise le choix entre démocratie et bien-être avec le vote au premier tour de l'élection présidentielle de 2022, on voit clairement que la priorité est donnée au bien-être dans l'électorat de Marine Le Pen (49%) comme dans celui d'Éric Zemmour (44%), davantage que dans ceux d'Emmanuel Macron, de Valérie Pécresse, à droite, ou de Jean-Luc Mélenchon et de Yannick Jadot, à gauche (autour de 37% dans les quatre cas).

Graphique 5 : Le vote aux élections européennes de juin 2024 en France et la priorité donnée à la démocratie ou au bien-être (%)



Source : Luc Rouban, CEVIPOF, Europe's Future: Youth and the 2024 European Parliamentary Elections in Italy, France, and Germany, 2024

Peut-on observer la même situation en Allemagne et en Italie ? En Allemagne, on retrouve effectivement les mêmes différences. Le choix prioritaire du bien-être ou du point médian indiqué par la note 5, est surtout le fait de l'électorat de l'AfD (respectivement, 45% et 24%) alors que les électeurs du nouveau parti BSW, à la fois socialiste radical et nationaliste⁶, s'ils se positionnent également fortement sur le point médian (24%) préfèrent à l'inverse la démocratie à 45% et le bien-être à 26%, une différence qui vient souligner une fois de plus la faiblesse de la thèse populiste qui mélange souvent des courants de pensée très différents. En revanche, les électeurs de la gauche de Die Linke s'avèrent très proches des choix opérés par ceux des libéraux du FDP, des chrétiens-démocrates de la CDU/CSU dans une priorité donnée aux environs de 50% à la démocratie et de 32% au bien-être. Un troisième groupe réunit les électeurs sociaux-démocrates du SPD et les électeurs des Grünen dans leur choix massif en faveur de la démocratie (69%).

6. Patrick Moreau, *L'émergence d'une gauche conservatrice en Allemagne : l'Alliance Sarah Wagenknecht pour la raison et la justice (BSW)*, Étude de la Fondapol, janvier 2024, www.fondapol.org

En Italie, où le choix de la démocratie est en moyenne bien plus fréquent que dans les deux autres pays, on distingue un premier groupe réunissant les électeurs socialistes ayant voté pour la liste du Partito Democratico, les électeurs ayant choisi les écologistes de Verdi e Sinistra et ceux de l'alliance électorale centriste et pro-européenne Stati uniti d'Europa, fondée par Emma Bonino et Matteo Renzi en mars 2024, qui optent massivement à plus de 80% pour la démocratie. Au sein de l'alliance gouvernementale, on voit que les électeurs de Fratelli d'Italia sont très proches de ceux de Forza Italia : environ

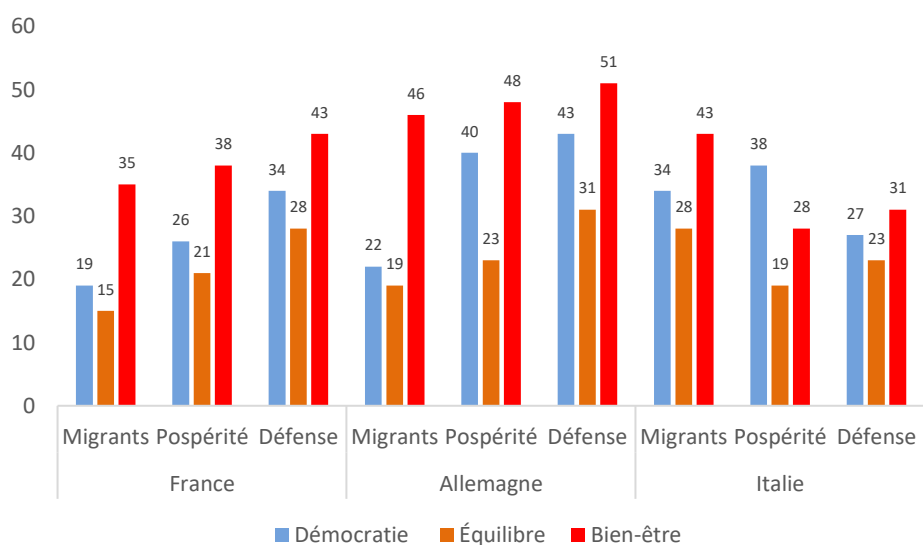
45% en faveur de la démocratie, 17% sur le point médian et 35% se prononçant pour le bien-être. En cela, ils se distinguent autant de ceux du mouvement 5 Stelle que de la Lega. Les premiers donnent surtout la priorité à la démocratie (58%) alors que c'est l'inverse pour ceux de la Lega qui choisissent à 50% le bien-être.

L'Europe et la démocratie

La portée politique du choix entre démocratie et bien-être n'est cependant pas qu'électorale. Elle pose directement la question du statut politique de l'Union européenne. Sans grande surprise, puisque cette position est commandée par le niveau de libéralisme économique, on voit que les enquêtés français qui préfèrent le bien-être considèrent à 52% que l'unification européenne devrait être poussée plus loin, ce qui n'est le cas que de 40% de ceux qui préfèrent avant tout la démocratie. On observe également que les enquêtés se positionnant sur le point médian entre démocratie et bien-être sont les plus nombreux en proportions à considérer que cette unification a déjà été poussée trop loin : 39% contre 34% pour les partisans de la démocratie et 30% pour ceux du bien-être.

De la même façon, on a posé trois questions portant sur l'efficacité des politiques menées par l'UE dans trois domaines : est-elle efficace pour contrôler le flux de migrants venant du sud, pour assurer la prospérité économique du pays de l'enquêté et organiser la défense et la sécurité de l'Europe ? Dans chaque pays, le choix du bien-être entraîne une évaluation plus fréquemment positive des politiques menées par l'UE, bien que le niveau moyen de cette évaluation soit plus bas en Italie, seul pays par ailleurs où l'impact des politiques de l'UE sur la prospérité économique de la péninsule soit moins apprécié par les partisans du bien-être que par ceux de la démocratie.

Graphique 6 : L'efficacité perçue des politiques de l'UE en fonction du choix entre démocratie et bien-être (%)



Source : Luc Rouban, CEVIPOF, Europe's Future: Youth and the 2024 European Parliamentary Elections in Italy, France, and Germany, 2024

Cet effet statistique du choix entre démocratie et bien-être peut être observé au sein même des électors. Par exemple, si l'on prend le vote aux élections européennes de 2024, on voit que les électeurs du PS-PP estiment que les politiques de l'UE en matière de contrôle des flux migratoires en provenance du sud sont efficaces à 14% lorsqu'ils optent pour la démocratie, à 12% lorsqu'ils sont sur le point d'équilibre mais à 45% lorsqu'ils optent pour le bien-être. Il en va de même au sein de l'électorat RN : on passe, respectivement, de 9% à 12% puis à 28%.

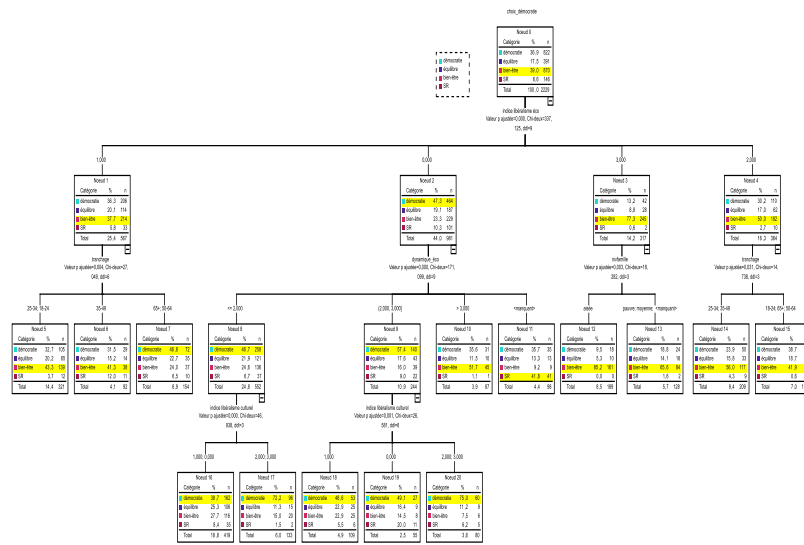
L'UE semble donc plus efficace à tous ceux qui, plus libéraux sur le plan économique, préfèrent le bien-être à la démocratie. Cela vient illustrer ce décalage permanent entre le discours sur l'UE, qui la présente comme une construction politique plus ou moins souveraine, et la réception de ce discours auprès de ceux qui sont favorables à l'UE non pas parce qu'elle fait avancer la démocratie mais le bien-être et qui n'y voient qu'un habillage institutionnel de fonctions régulatrices du commerce international.

La démocratie à l'épreuve du réalisme

L'enquête permet donc d'écarter une idée reçue, héritée des théories du développement politique, selon laquelle la démocratie et l'enrichissement iraient de pair⁷. La capacité politique suivrait la capacité économique. Or ce n'est pas ce que disent les résultats de cette enquête. Ce n'est pas parce qu'on a réussi économiquement qu'on préfère la démocratie, c'est tout le contraire, on lui préfère (majoritairement, car tout est relatif) le bien-être. Les enquêtés qui choisissent la démocratie plutôt que le bien-être sont généralement ceux qui n'ont pas connu de mobilité sociale ou socio-économique particulière. Les résultats sont très clairs en France et en Allemagne, plus brouillés en Italie. Ces résultats ouvrent une nouvelle perspective de réflexion sur la démocratie en France, devenue une idole incontestable dans le discours politique commun mais qui est souvent tombée de son piédestal dans les représentations des électeurs. L'approfondissement de la démocratie, par la participation citoyenne, le référendum, la réforme constitutionnelle, n'est pas l'objectif de tous. On voit émerger une attente de mobilité sociale et de progrès économique qui considère que la démocratie fonctionne suffisamment bien pour que le bien-être puisse lui être préféré. Cela peut être considéré comme rassurant mais également comme inquiétant car cette attente s'inscrit dans le cadre d'un libéralisme autoritaire qui vient désormais, par le macronisme ou le RN, fermer l'horizon politique en France.

7.
Bertrand Badie, *Le développement politique*, Paris, Economica, 1994

Annexe - Classement ascendant hiérarchique : les variables qui jouent le plus en France sur l'arbitrage entre démocratie et bien-être



Édition : Florent Parmentier

Mise en forme : Marilyn Augé

Pour citer cette note : ROUBAN (Luc) « Les Français préfèrent le bien-être à la démocratie », *Sciences Po CEVIPOF*, août 2024, 11 p.

© CEVIPOF, 2024 Luc Rouban